

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2016 (premier semestre)

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2016 (premier semestre)

Redaction

09/09/2016

La production législative et réglementaire connaît un rythme plus soutenu depuis maintenant deux ans. Quelques données quantifiées, ainsi que la sélection des principaux textes parus au *Journal officiel*, permettent de confirmer ce constat en ce qui concerne la période du premier semestre de l'année en cours.



Complété prochainement par un focus sur les textes adoptés ou pris en juillet et août (V. *dossier Lexis 360, sept. 2016, à paraître*), le présent panorama est aussi l'occasion de procéder à un rappel des réformes les plus significatives, dont la visibilité aura peut-être été atténuée sous l'effet du nombre (... ou du traditionnel relâchement de la période estivale).

1. Les chiffres. Du 1er janvier au 30 juin 2016, 13 270 textes de toute nature ont été publiés au *Journal Officiel* (1 082 soit 9 % de plus que sur la même période de l'année 2015). Le nombre de lois et décrets réglementaires - numérotés - ressort également en forte hausse (885 contre 783 au premier semestre 2015 soit 13 % de plus).

2. La Rédaction Législation LexisNexis. La sélection et le traitement qui sont réalisés sur ce flux normatif par LexisNexis permettent de donner une mesure de son impact. Sur cette même période, plus de 800 textes auront été sélectionnés et intégrés dans le fonds de législation consolidée de LexisNexis (88 Codes et plus de 48 000 textes non codifiés).

Sur ce seul premier semestre de l'année 2016, ces textes auront conduit à apporter plus de 12 500 modifications à ce fonds. Ne prenant en compte l'impact ni des lois adoptées à l'occasion des deux sessions extraordinaires de juillet et septembre (voir annexe plus bas), ni des textes toujours très nombreux de décembre, ce chiffre est à comparer à ceux correspondants des années entières précédentes : 16 000 en 2013, 20 000 en 2014 et 24 000 en 2015.

La tendance observée depuis l'été 2014 se confirme à cette mi année 2016 et tout invite à penser que la production normative continuera sur ce rythme effréné jusqu'au terme de l'actuelle législature.

Dans ce contexte, on comprend que le Conseil d'Etat, qui a déjà consacré ses rapports annuels de 1991 et 2006 à la sécurité juridique et à la complexité du droit, revienne pour la troisième fois sur cette question, en dédiant son étude annuelle 2016 à la question de la simplification et de la qualité du droit.

3. Les textes. La production normative aura été spécialement abondante à l'occasion de ce premier semestre de l'année 2016.

3.1. Quelques observations particulières peuvent être formulées pour caractériser cette inflation législative et réglementaire. En effet, elle a été portée par une **multiplication des lois et ordonnances à objet particulier** (par exemple Loi n° 2016-341 du

23 mars 2016 visant à permettre l'application aux élus locaux des dispositions relatives au droit individuel à la formation et relative aux conditions d'exercice des mandats des membres des syndicats de communes et des syndicats mixtes ; Ordonnance n° 2016-488 du 1 avril 2016 relative à la consultation locale sur les projets susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et Décret n° 2016-491 de même date pris pour son application)

Cette inflation a encore été augmentée par la **multiplication descodifications à droit constant**, désormais souvent décomposées en plusieurs étapes temporelles ou matérielles (et dont l'établissement ne manquera pas d'appeler des réformes ultérieures) : Ordonnance n° 2016-301 du 14 mars 2016 et décret n° 2016-884 du 29 juin 2016 relatifs au **Code de la consommation** 2016 (modifié par Ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016) ; Ordonnance n° 2016-307 du 17 mars 2016 et Décret n° 2016-308 de même date portant codification de dispositions dans le **Code des relations entre le public et l'administration** ; Ordonnance n° 2016-391 du 31 mars 2016 et Décret n° 2016-781 du 10 juin 2016 recodifiant les dispositions relatives à l'outre-mer du **Code rural** ; Ordonnance n° 2016-572 du 12 mai 2016 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du **Code de l'énergie** ; Décrets n° 2016-775 du 10 juin 2016 et n° 2016-776 du 10 juin 2016 et arrêté de même date portant incorporation au **Code général des impôts** et au **Livre des procédures fiscales** de divers textes. On rapprochera de ce mouvement, la précodification que constituent les Décrets n° 2016-360 et n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatifs aux **marchés publics**.

Enfin, certains régimes auront aussi connus un mouvement réglementaire spécialement important, comme par exemple le droit du permis de conduire (Ordonnance n° 2014-460 du 14 avril 2016 et Décret n° 2016-467 du 15 avril 2016 ; Décret n° 2016-516 du 26 avril 2015 et arrêté de même date; Décret n° 2016-723 du 31 mai 2016 ; Arrêté du 1er juin 2016...).

3.2. De manière plus générale, parmi les **autres textes les plus importants ou intéressants plus spécifiquement l'exercice des professions juridiques et judiciaires** figurant dans ce flot quasi ininterrompu de textes, on pourra mentionner les suivants :

- Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (et Décret n° 2016-334 du 21 mars 2016 et Arrêté de même date pris pour son application)
- Ordonnance n° 2016-56 du 29 janvier 2016 relative au gage des stocks
- Ordonnance n° 2016-57 du 29 janvier 2016 relative aux conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce
- Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession (et décret n° 2016-86 du 1er février 2016 pris pour son application)
- Décret n° 2016-67 du 29 janvier 2016 relatif aux techniques de recueil de renseignement
- Décret n° 2016-73 du 29 janvier 2016 relatif au service d'aide à la mobilité bancaire et aux plans d'épargne-logement inactifs
- Loi n° 2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie
- Décret n° 2016-109 du 3 février 2016 relatif à la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires
- Ordonnances n° 2016-129 et n° 2016-130 du 10 février 2016 relatives aux marchés intérieurs de l'électricité et du gaz
- Ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations
- Décret n° 2016-156 du 15 février 2016 relatif au fichier national des interdits d'acquisition et de détention d'armes
- Décret n° 2016-182 du 23 février 2016 précisant le régime de publicité des engagements pris par les sociétés en faveur de leurs mandataires sociaux à raison de la cessation de fonctions
- Décret n° 2016-185 du 23 février 2016 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-1288 du 15 octobre 2015 portant simplification et modernisation du droit de la famille
- Décret n° 2016-213 du 26 février 2016 portant application de l'article 69 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature
- Décret n° 2016-214 du 26 février 2016 relatif aux droits des victimes
- Décret n° 2016-215 du 26 février 2016 portant définition des critères prévus pour l'application de l'article L. 462-4-2 du Code de commerce [liberté d'installation des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation].
- Décret n° 2016-216 du 26 février 2016 relatif à l'établissement de la carte instituée au I de l'article 52 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 [zones d'installation libre des notaires, huissiers de justice et commissaires-priseurs judiciaires]
- Décret n° 2016-217 du 26 février 2016 fixant la liste et le ressort des tribunaux de commerce spécialisés
- Décret n° 2016-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice et Arrêtés de même date fixant les tarifs réglementés des commissaires-priseurs judiciaires, des huissiers de justice, des notaires et des greffiers des tribunaux de commerce
- Décret n° 2016-261 du 3 mars 2016 relatif aux traitements automatisés du contrôle des personnes placées sous surveillance électronique et sous surveillance électronique mobile
- Loi n° 2016-274 du 7 mars 2016 relative au droit des étrangers en France

- Décret n° 2016-285 du 9 mars 2016 relatif à la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances
- Ordonnance n° 2016-282 du 10 mars 2016 relative à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution
- Décret n° 2016-296 du 11 mars 2016 relatif à la simplification de formalités en matière de droit commercial
- Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant
- Loi n° 2016-298 du 14 mars 2016 relative aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat
- Ordonnance n° 2016-312 du 17 mars 2016 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs
- Ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes
- Loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs
- Décret n° 2016-345 du 23 mars 2016 relatif à la composition et au fonctionnement de la délégation unique du personnel
- Ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du Code de l'environnement
- Décret n° 2016-359 du 25 mars 2016 relatif à la garantie financière en cas de vente en l'état futur d'achèvement (et arrêté du 17 mai 2016 pris pour son application)
- Arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
- Décret n° 2016-382 du 30 mars 2016 fixant les modalités d'établissement de l'état des lieux et de prise en compte de la vétusté des logements loués à usage de résidence principale
- Décret n° 2016-390 du 30 mars 2016 relatif à l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale
- Ordonnance n° 2016-388 du 31 mars 2016 relative à la désignation des conseillers prud'hommes
- Ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé
- Décret n° 2016-395 du 31 mars 2016 portant simplification des obligations déclaratives relatives à certains crédits et réduction d'impôt
- Décret n° 2016-400 du 1er avril 2016 relatif aux administrateurs judiciaires et aux mandataires judiciaires
- Ordonnance n° 2016-413 du 7 avril 2016 relative au contrôle de l'application du droit du travail (et Décret n° 2016-510 du 25 avril 2016 pris pour son application)
- Loi n° 2016-457 du 14 avril 2016 relative à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs
- Décret n° 2016-463 du 14 avril 2016 relatif à l'application de l'article 61-1 de la Constitution à la Cour nationale du droit d'asile
- Décret n° 2016-479 du 18 avril 2016 relatif au traitement des états et mémoires des frais de justice
- Arrêté du 18 avril 2016 modifiant l'arrêté du 12 juin 1970 fixant le siège et le ressort des services de la publicité foncière
- Loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires
- Lois n° 2016-506 et n° 2016-508 du 25 avril 2016 de modernisation de diverses règles applicables aux élections, et notamment à l'élection présidentielle
- Décret n° 2016-504 du 22 avril 2016 relatif à la profession de conseil en propriété industrielle
- Décret n° 2016-514 du 26 avril 2016 relatif à l'organisation judiciaire, aux modes alternatifs de résolution des litiges et à la déontologie des juges consulaires
- Décret n° 2016-515 du 26 avril 2016 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité
- Ordonnance n° 2016-520 du 28 avril 2016 relative aux bons de caisse
- Décret n° 2016-548 du 4 mai 2016 et arrêté de même date relatifs à la mesure de l'audience des organisations syndicales concernant les entreprises de moins de onze salariés
- Arrêté du 4 mai 2016 portant dispense d'enregistrement de certains actes notariés
- Loi n° 2016-563 du 10 mai 2016 ratifiant l'ordonnance n° 2015-1127 du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées

- Loi n° 2016-564 du 10 mai 2016 renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme
- Décret n° 2016-567 du 10 mai 2016 relatif au registre public des trusts (*suspendu*, CE, ord. réf., 22 juill. 2016, n° 400913 : JurisData n° 2016-014576)
- Décret n° 2016-569 du 10 mai 2016 relatif au fonctionnement des chambres de commerce et d'industrie et à l'élection de leurs membres et Décret n° 2016-628 du 18 mai 2016 relatif à la composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs délégations et à l'élection de leurs membres
- Décret n° 2016-570 du 11 mai 2016 relatif à la transmission à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique des déclarations de situation patrimoniale et déclarations d'intérêts par l'intermédiaire d'un téléservice (et Arrêté du 8 juillet 2016 pris pour son application)
- Décret n° 2016-576 du 11 mai 2016 portant adaptation du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat au droit de l'Union européenne
- Décret n° 2016-578 du 11 mai 2016 relatif aux contrôles et aux sanctions applicables aux agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
- Décret n° 2016-607 du 13 mai 2016 portant sur les contrats de crédit immobilier aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation
- Décret n° 2016-611 du 18 mai 2016 fixant les dates limites pour la transmission obligatoire de la déclaration sociale nominative (et Arrêté du 22 avril 2016 portant création d'un traitement automatisé dénommé DSN)
- Loi n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence
- Décret n° 2016-625 du 19 mai 2016 et Décret n° 2016-677 du 25 mai 2016 relatifs à des exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » et/ou aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites pour des demandes adressées aux collectivités territoriales
- Décrets n° 2016-651 et n° 2016-652 du 20 mai 2016 et Décret n° 2016-764 du 9 juin 2016 relatifs à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation
- Décret n° 2016-660 du 20 mai 2016 relatif à la justice prud'homale et au traitement judiciaire du contentieux du travail
- Décret n° 2016-661 du 20 mai 2016 relatif aux officiers publics et ministériels
- Arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession
- Arrêtés du 28 mai 2016 fixant les tarifs réglementés des commissaires-priseurs judiciaires et aux administrateurs judiciaires, commissaires à l'exécution du plan, mandataires judiciaires et aux liquidateurs
- Décret n° 2016-707 du 30 mai 2016 et Décret n° 2016-805 du 16 juin 2016 portant réforme des titres de créances négociables (et arrêté de même date pris pour son application)
- Arrêté du 30 mai 2016 relatif à l'allègement des obligations de publicité des comptes annuels des petites entreprises
- Arrêté du 30 mai 2016 relatif à la délégation de droit d'accès pour la communication électronique des avocats avec les juridictions civiles de premier et de second degré
- Ordonnance n° 2016-727 du 2 juin 2016 relative à la désignation en justice, à titre habituel, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires en qualité de liquidateur ou d'assistant du juge commis dans certaines procédures prévues au Code de commerce
- Ordonnance n° 2016-728 du 2 juin 2016 relative au statut de commissaire de justice
- Loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale
- Arrêté du 14 juin 2016 portant agrément d'un nouveau titre Ier relatif aux élections aux conseils de l'ordre des experts comptables
- Décret n° 2016-817 du 20 juin 2016 relatif au régime d'assurance maladie, de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires
- Loi n° 2016-819 du 21 juin 2016 réformant le système de répression des abus de marché
- Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers
- Décret n° 2016-842 du 24 juin 2016 relatif à la garantie contre les impayés de pensions alimentaires et modifiant les dispositions relatives à l'allocation de soutien familial
- Arrêté du 24 juin 2016 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal
- Décret n° 2016-855 du 27 juin 2016 relatif au bail réel immobilier

- Décret n° 2016-867 du 29 juin 2016 portant application des articles 230-40 à 230-42 du Code de procédure pénale [géolocalisation]
- Décret n° 2016-868 du 29 juin 2016 relatif aux modalités de consultation des institutions représentatives du personnel
- Décret n° 2016-874 à n° 2016-883 du 29 juin 2016 relatifs à l'exercice de plusieurs professions sous forme de société d'exercice libéral [géomètre expert, conseil en propriété industrielle, expert-comptable, avocat, huissier de justice...]

3.3. Dans l'ordre international, on signalera également :

- Accord du 25 mai 2011 relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne (publié par le décret n° 2016-16 du 13 janvier 2016)
- Avenant du 31 mars 2015 à la convention du 21 juillet 1959 entre la France et l'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière fiscale (publié par le décret n° 2016-35 du 22 janvier 2016).
- Accord sous forme d'échange de lettres des 3 et 11 mai 2012 entre la France et les Etats-Unis relatif au renforcement de la coopération en matière d'enquêtes judiciaires en vue de prévenir et de lutter contre la criminalité grave et le terrorisme (publié par le décret n° 2016-788 du 14 juin 2016)

A suivre : *Panorama législatif et réglementaire de l'année 2016 (juillet et août).*

La Rédaction législation (@Redaclegis et @Codes&lois)

Pour aller plus loin sur les questions d'inflation ou d'instabilité normative dans l'actualité :

Contenus LexisNexis

- Hélène Claret et Gilles Paisant, la nouvelle codification administrative du droit de la consommation par l'ordonnance n° 2016-301 du 14 mars 2016 : JCP G 2016, doctr., 796
- Mattias Guyomar, «Y compris à droit constant, la codification revêt une dimension non seulement formelle mais aussi substantielle » (entretien) : JCP G 2015, act., 1271 et Cahier législatif n° 269, p. 3 (et le dossier consacré à la codification dans ce même cahier : www.lexisnexis.fr - rubrique Actualité codes et lois)
- Valérie Lasserre, Le nouvel ordre juridique - le droit de la gouvernance : LexisNexis, 2015 ; Investiture de la société civile au Parlement : JCP G 2016, act., 181
- Axelle Lemaire, « Je voulais qu'au-delà d'une consultation générale, les citoyens puissent être consultés et contribuer sur la matière finale, c'est-à-dire le projet de loi lui-même » (entretien) : JCP G 2016, Supplément au n° 7, 15 févr. 2016, p. 3 (et le dossier consacré à la législation participative dans ce même supplément : www.lexisnexis.fr - rubrique Actualité codes et lois)
- Laurent Leveneur, Réformer le droit des obligations (entretien) : Cahier législatif n° 271, p. 3 : www.lexisnexis.fr - rubrique Actualité codes et lois ; www.tendancedroit.fr
- Nicolas Molfessis, Droit des contrats : que vive la réforme : JCP G 2016, act., 180
- Hervé Moysan, Choc de simplification et poids de la pratique. - Quand la complexité croissante du droit est nourrie par le technicisme formel de son écriture : JCP G 2014, act., 470

Sur le web

- Décret du 17 juin 2016 portant convocation du Parlement en session extraordinaire : JO 18 juin 2016, 1 (complété par Décret du 16 juillet 2016 : JO 17 juillet 2016)
- Décret du 29 juillet 2016 portant convocation du Parlement en session extraordinaire : JO 30 juill. 2016, 1
- Conseil d'État, La simplification et la qualité du droit (Etude annuelle 2016) (à paraître - septembre 2016)
- Commission supérieure de codification, Vingt-sixième rapport annuel : Doc. fr. mai 2016 ; <https://www.legifrance.gouv.fr>
- Y. Charpenel, La plupart des incriminations ne sont pas appliquées (entretien) : <http://www.lepoint.fr> (15 février 2015)
- Alain Lambert, Normes : la démocratie risque de rendre son dernier souffle (entretien) : <http://www.lagazettedescommunes.com> (1er mars 2016)
- N. Molfessis et H. Castries (de), Sécurité juridique et initiative économique (rapport de la commission Sécurité juridique et initiative économique du Club des juristes) : Mare et Martin, 2015 ; <http://www.leclubdesjuristes.com>
- Guillaume Poitrinal, La simplification, un grand chantier qu'il est urgent de relancer ! : www.lesechos.fr (18 mai 2016)
- Michel Rousseau, La folie réglementaire française va encore frapper : www.lesechos.fr (28 juillet 2016)
- Sénat, La simplification du droit : regard comparatif (Allemagne, Pays-Bas, Suède) : Rapport d'information n°784 : <http://www.senat.fr> (déposé par Mme E. Lamure le 12 juillet 2016)

© LexisNexis SA